

EXERCICE CLOS LE 31 JUILLET 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

OGEC DU COLLEGE SACRE COEUR
Association régi par la loi du 1^{er} juillet 1901

11, impasse Saint Exupéry
LA ROCHE SUR YON (Vendée)

OGEc du Collège SACRE-CŒUR

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

11, impasse Saint-Exupéry

LA ROCHE-sur-YON (Vendée)

Exercice clos le 31 juillet 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

OGEC du Collège SACRE-CŒUR

Exercice clos le 31 juillet 2024

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes annuels

Aux membres de l'Association de l'OGEC du Collège Sacré-Cœur,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association **OGEC du Collège SACRE-CŒUR** relatifs à l'exercice clos le **31 juillet 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} août 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

GROUPE Y BOISSEAU

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région Pays de la Loire- Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

Membre de l'Association Technique A.T.H.

SAS au capital de 250 000 €

Siège social : 52 rue Jacques-Yves Cousteau - Bâtiment A - BP 409 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON Cedex - Tél.: 02 51 62 22 01
RCS LA ROCHE-SUR-YON B 786 443 994 - APE 6920 Z - TVA: FR 24 786 443 994



Membre indépendant du réseau
international Moore Global.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous nous sommes notamment assurés de la prise en compte et de l'utilisation des subventions d'investissements notifiées au titre de l'exercice, ainsi que de leur correcte comptabilisation.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 12 décembre 2024
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU
ROMAIN GRIMAUD

OGEC du Collège SACRE-CŒUR

Exercice clos le 31 juillet 2024

Rapport du Commissaire aux
comptes sur les comptes annuels

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF



01/08/2023 - 31/07/2024

	ACTIF	EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 639,72	2 987,22	652,50	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	190 000,00	-	190 000,00	190 000,00
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	193 639,72	2 987,22	190 652,50	190 000,00
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	-	-	-	-
	- Constructions sur sol propre	-	-	-	-
	- Constructions sur sol d'autrui	5 249 818,42	2 160 438,80	3 089 379,62	3 276 463,28
	- Installations techniques, matériel et outillage	724 091,44	635 298,12	88 793,32	108 040,00
	- Autres Immobilisation Corporelles	525 747,47	384 685,10	141 062,37	177 867,95
	- Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	18 950,66
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelles	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 499 657,33	3 180 422,02	3 319 235,31	3 581 321,89
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)	-	-	-	-
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations	1 676,76	-	1 676,76	1 676,76
	- Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	- Prêts	2 005,00	-	2 005,00	3 036,00
	- Autres Immobilisations financières	1 033,67	-	1 033,67	1 033,67
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 715,43	-	4 715,43	5 746,43
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	6 698 012,48	3 183 409,24	3 514 603,24	3 777 068,32
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	810,57		810,57	10 400,00
	CREANCES :				
	- Usagers (familles, élèves)	5 715,84	2 227,19	3 488,65	3 647,72
	- Personnel et organismes sociaux	676,40		676,40	509,40
	- Etat et autres collectivités publiques	26 412,71		26 412,71	29 974,68
	- Autres avances et acomptes	11 381,00	-	11 381,00	1 518,44
	TOTAL CREANCES	44 185,95	2 227,19	41 958,76	35 650,24
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	1 184 594,34		1 184 594,34	919 503,89
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	8 427,02		8 427,02	7 394,63
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 238 017,88	2 227,19	1 235 790,69	972 948,76
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	7 936 030,36	3 185 636,43	4 750 393,93	4 750 017,08

(1) voir détail dans l'annexe

BILAN PASSIF



01/08/2023 - 31/07/2024

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS PROPRES FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE - Valeur du patrimoine intégré - Fonds statutaires - Apports sans droit de reprise - Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés - Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables RESERVES - Réserves statutaires - Réserves pour investissements - Réserves de trésorerie - Autres réserves REPORT A NOUVEAU RESULTAT DE L'EXERCICE AUTRES FONDS ASSOCIATIFS FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE - Apports avec droit de reprise - Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES - Subventions d'équipement - Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement - Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires - Autres subventions d'investissement DROITS DES PROPRIETAIRES (PRÊT A USAGE) TOTAL FONDS ASSOCIATIFS		25 088,32	25 088,32
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		25 088,32	25 088,32
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		1 393 501,62	1 341 234,57
		138 479,69	52 267,05
		1 557 069,63	1 418 589,94
		-	-
PROVISIONS - Provisions pour risques - Provisions pour pensions et obligations similaires - Provisions pour gros entretien - Autres provisions pour charges FONDS DEDIES (3)		-	10 000,00
		34 644,00	48 039,00
		-	-
		-	-
		34 644,00	58 039,00
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AVANCES ET ACOMPTES RECUS DES USAGERS DETTE FOURNISSEURS DETTE FISCALES ET SOCIALES DETTE SUR IMMOBILISATIONS AUTRES DETTES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE TOTAL DETTES TOTAL DU PASSIF		2 297 171,37	2 457 308,94
		9 705,61	19 112,44
		79 061,06	86 277,04
		27 464,52	39 996,47
		542,81	20 306,50
		80 410,17	15 973,08
		-	-
		2 494 355,54	2 638 974,47
		4 750 393,93	4 750 017,08

① Dont à plus d'un an :
Dont à moins d'un an :

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :
③ Voir détail dans l'annexe

COMPTE DE RESULTAT



	Exercice N 01/08/2023-31/07/2024	Exercice N-1 01/08/2022-31/07/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	136 213,43	127 205,25
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	41 897,10	38 856,30
dont ventes de dons en nature	5 967,70	5 349,20
Ventes de prestations de service	1 031 068,16	908 693,19
dont parrainages	0,00	0,00
Production stockée	0,00	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	814 053,05	763 215,31
Vers/ Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0,00	0,00
Ress Ressources liées à la générosité du public	10 249,95	5 667,30
Dons manuels	10 249,95	5 667,30
Mécénats	0,00	0,00
Legs, donations et assurances-vie	0,00	0,00
Contributions financières	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	61 969,97	50 993,56
Utilisations des fonds dédiés	0,00	0,00
Autres produits	1,13	0,12
TOTAL I	2 095 452,79	1 894 631,03
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	42 398,90	38 165,30
Variation de stock	0,00	0,00
Autres achats et charges externes	1 106 836,29	1 035 081,75
Aides financières	0,00	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	34 746,66	30 190,52
Salaires et traitements	377 505,61	324 256,79
Charges sociales	135 013,72	120 587,56
Dotations aux amortissements des immobilisations	328 827,90	318 255,32
Dotations aux provisions	34 644,00	58 039,00
Reports en fonds dédiés	0,00	0,00
Autres charges	261,72	1 229,23
TOTAL II	2 060 234,80	1 925 805,47
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	35 217,99	-31 174,44
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0,00	0,00
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés	27 047,36	18 540,44
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0,00	0,00
Différences positives de change	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0,00	0,00
TOTAL III	27 047,36	18 540,44
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0,00	0,00
Intérêts et charges assimilées	40 680,23	44 073,47
Différences négatives de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0,00	0,00
TOTAL IV	40 680,23	44 073,47
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-13 632,87	-25 533,03

3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	21 585,12	-56 707,47
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 943,33	4 905,15
Sur opérations en capital	110 591,24	106 669,27
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	3 836,00	0,00
TOTAL V	117 370,57	111 574,42
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	409,00	2 550,90
Sur opérations en capital	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0,00	0,00
TOTAL VI	409,00	2 550,90
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	116 961,57	109 023,52
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	67,00	49,00
Total des produits (I + III + V)	2 239 870,72	2 024 745,89
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 101 391,03	1 972 478,84
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	138 479,69	52 267,05

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0,00	0,00
Prestations en nature	0,00	0,00
Bénévolat	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0,00	0,00
Mises à disposition gratuite de biens	0,00	0,00
Prestations en nature	0,00	0,00
Personnel bénévole	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

	ANNEXE	
--	--------	--

	SOMMAIRE	
--	-----------------	--

1	Informations générales
2	Règles et méthodes comptables
6	Etat de l'actif immobilisé et des amortissements
7	Tableau des fonds associatifs
8	Mouvements des subventions et des amortissements
9	Tableau des provisions
10	Concours Publics
11	Etat des créances
12	Etat des dettes
13	Charges à payer - Charges constatées d'avance - Produits à recevoir
14	Engagements financiers

	INFORMATIONS GENERALES	
--	-------------------------------	--

Désignation de l'association : OGEC COLLEGE DU SACRE-CŒUR

Le total du bilan avant répartition est de 4 750 393,93 €

Le total du compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste est de 2 239 870,72 €

Ces comptes font apparaître un exedent net de 138 479,69 €
pour l'exercice d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/08/2023
au 31/07/2024.

L'annexe ci-après fait partie intégrante des comptes annuels établis par la Présidente de l'OGEC.

1 Description de l'activité et des moyens de l'entité

1.1 Objet social

L'association a pour objet, d'assurer l'organisation, le fonctionnement et la gestion du collège privé du Sacré-Coeur à la Roche s/Yon dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'OGEC collège du Sacré-Coeur est une association d'enseignement privé assurant la gestion du collège du Sacré-Coeur : contrat n°24 du 15/09/1969 et **avenant n°60 du 16/01/2024**.

L'année scolaire a été marquée par une augmentation des effectifs au collège, qui passent de 665 élèves sur 2022/2023 à 675 élèves sur 2023/2024,

Le nombre de demi-pensionnaires collège s'élève sur l'exercice clos le 31/07/2024 à 628 soit une augmentation de 13 DP.

Les activités principales de l'association sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement secondaire : collège	Restauration scolaire Etude surveillée

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- personnel enseignant mis à disposition par l'Etat	40
- personnel salarié OGEC : ETP	12,06
- locaux scolaire : 11 impasse St Exupery	5500 m2

	REGLES ET METHODES COMPTABLES	
--	--------------------------------------	--

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

	<u>Durée</u>	<u>Mode d'amortissement</u>
Logiciel	1 an	Linéaire
Aménagement terrains	10 ans	Linéaire
Constructions gros œuvre	40 ans	Linéaire
Agencements, installations constructions	10 ans	Linéaire
Matériel et outillage	5 ans	Linéaire

Participations, autres titres immobilisés, valeur mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints.

Engagements de retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode rétrospective en tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'association, et d'une actualisation financière.

Le montant des droits acquis au 31/07/2024 s'élève à 34 644 €.

Le solde de l'engagement fait l'objet d'une reprise de provision pour 13 395 €.

Notes sur le compte de résultat

1) Information sur les cotisations - contributions

Les contributions sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois si l'OGEC peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

2) Information sur les concours publics et les subventions

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint dans l'annexe.

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

	ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE	
--	----------------------------	--

IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
			Par virements de poste à poste	Par cessions à des tiers ou mises hors service	
Immobilisations incorporelles	192 925	715			193 640
Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	5 202 820	46 998			5 249 818
Installations techniques, matériels et outillages industriels	693 535	31 860		1 303	724 092
Autres immobilisations corporelles	520 159	5 588			525 747
Immobilisations grevées de droit					
Avances et acomptes versés	18 951		18 951		
TOTAL GENERAL	6 628 390	85 161	18 951	1 303	6 693 297

	ETAT DES AMORTISSEMENTS	
--	-------------------------	--

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmenta-tions : dotations de l'exercice	Diminutions		Valeur brute des amortissements à la fin de l'exercice
			Par virements de poste à poste	Par cessions à des tiers ou mises hors service	
Immobilisations incorporelles	2 925	63			2 988
Terrains					
Constructions	1 926 357	234 081			2 160 438
Installations techniques, matériels et outillages industriels	585 494	51 106		1 303	635 298
Autres immobilisations corporelles	342 291	42 393			384 685
TOTAL GENERAL	2 857 068	327 644		1 303	3 183 409

	TABLEAU DES FONDS ASSOCIATIFS	
--	--------------------------------------	--

	Montant au début de l'exercice	Changement réglementati on comptable	Augmentati ons	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Patrimoine intégré	25 088				25 088
Fonds statutaires					-
Subventions investissements sans droit de repris	-	-			-
Legs ou donations					-
TOTAL FONDS SANS DROIT DE REPRISE	25 088	-	-	-	25 088
Subventions investissements avec droit de repris	-	-		-	-
TOTAL FONDS AVEC DROIT DE REPRISE	-	-	-	-	-
Réserves					0
Report à nouveau	1 341 235	-	52 267		1 393 502
Résultat de l'exercice	52 267		138 480	52 267	138 480
Subventions investissements amortissables nette	634 414	-	140 502	110 591	664 325
TOTAL GENERAL	2 053 004	-	331 249	162 858	2 221 394

	MOUVEMENTS DES SUBVENTIONS				
--	----------------------------	--	--	--	--

	Valeur brute des subventions au début de l'exercice	Changement réglementation comptable	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des subventions à la fin de l'exercice
Subventions CONSEIL DEPARTEMENTAL	1 188 234	-	140 502	99 213	1 229 523
Autres subventions	-				-
Taxe d'apprentissage	-				-
Subventions diverses	-	-			-
TOTAL GENERAL	1 188 234	-	140 502	99 213	1 229 523

	MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DES SUBVENTIONS				
--	---	--	--	--	--

	Montant des amortissements au début de l'exercice	Changement réglementation comptable	Augmentations	Diminutions	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Subventions CONSEIL DEPARTEMENTAL	553 820		110 591	99 213	565 199
Autres subventions	-				-
Taxe d'apprentissage	-				-
Subventions diverses	-				-
TOTAL GENERAL	553 820	-	110 591	99 213	565 199

	MOUVEMENTS DES PROVISIONS	
--	----------------------------------	--

	Montant des provisions au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant des provisions à la fin de l'exercice
Provision pour risque	10 000,00		10 000	0
Provision pour indemnité départ retraite	48 039	34 644	48 039	34 644
Provision pour dépréciation (familles)	1 561	1 184	517	2 228
TOTAL GENERAL	59 600	35 828	58 556	36 872

	CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	
--	--	--

	Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
731	Aides à l'emploi		
732	Aides au développement des compétences		
733	Financement par la taxe d'apprentissage des		
734	Financement des formations par apprentissage, divers		
735	Forfaits d'externat		
7351	<i>dont forfait Etat</i>	335 159	326 636
7352	<i>dont forfait Région</i>		
7353	<i>dont forfait Département</i>	454 938	409 460
7354	<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>		
736	Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
737	Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
738	Autres concours publics		
73	Sous-total concours publics	790 097	736 096
741	Subventions État	347	2 052
742	Subventions Région	0	0
743	Subventions Département	23 609	24 167
744	Subventions Communes et groupements de communes		
748	Autres subventions d'exploitation		
7483	<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +..</i>	0	900
7488	<i>dont autres subventions</i>		
-749	Report de subventions		
74	Sous-total subventions d'exploitation	23 956	27 119
73+74	Total concours publics et subventions d'exploitation	814 053	763 215

	ETAT DES CREANCES	
--	--------------------------	--

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE			
Participations	1 677		1 677
Prêts (1) (2) (3)	2 005	1 007	998
Autres immobilisations financières	1 034		1 034
DE L'ACTIF IMMOBILISE	4 715	1 007	3 708
Avances et acomptes versés	811	811	
Clients	5 716	5 716	
Autres créances			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	676	676	
Etat et autres collectivités publiques			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	26 413	26 413	
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers	11 381	11 381	
DE L'ACTIF CIRCULANT	44 997	44 997	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	8 427	8 427	
TOTAL GENERAL	58 139	54 431	3 708
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 031		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			
(3) Dont prêts participatifs			

	ETAT DES DETTES	
--	-----------------	--

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Dettes garanties par des sûretés réelles
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 297 171	172 879	714 781	1 409 511	
Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)					
Familles : avances reçues	9 706	9 706			
Fournisseurs et comptes rattachés	79 061	79 061			
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	27 465	27 465			
Etat et autres collectivités publiques					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	543	543			
Groupes et associés (2)					
Autres dettes	80 410	80 410			
TOTAL DETTES	2 494 356	370 063	714 781	1 409 511	
Produits constatés d'avance					
TOTAL GENERAL	2 494 356	370 063	714 781	1 409 511	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice	160 020				
(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés (personnes physiques)					
(3) Emprunts participatifs					

	CHARGES A PAYER	
--	------------------------	--

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant déductible	Montant non déductible
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 688	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 143	
Dettes fiscales et sociales	11 892	
Autres dettes		
TOTAL	48 723	

	CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
--	---	--

	Charges	Produits
Charges et produits d'exploitation	8 427	0
TOTAL	8 427	0

	PRODUITS A RECEVOIR	
--	----------------------------	--

	Montant
Subventions	26 413
Autres créances	11 381
TOTAL	37 794

	ENGAGEMENTS FINANCIERS	
--	-------------------------------	--

Caution du Conseil Départemental de la Vendée et de l'APECAV

Emprunt CREDIT MUTUEL Extension 2017 1 747 600 € à 1,71% sur 20 ans Du 10/01/2017 au 15/01/2037	1 369 127
Emprunt CREDIT MUTUEL Extension 2018 839 000 € à 1,71% sur 20 ans Du 02/03/2018 au 15/01/2037	600 359
Emprunt CREDIT MUTUEL Rénovation 2019 500 000 € à 1,71% sur 15 ans Du 23/11/2018 au 15/11/2033	325 997



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01